

BIJLAGE

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de ontvangsten met een speciale bestemming	Doel van de toegelaten uitgaven
22. Fonds voor de toekenning van leningen aan boekhandelaars of aan verenigingen van boekhandelaars (B)	Terugbetalingen van leningen toegerekend door de Franse Gemeenschap aan boekhandelaars of verenigingen van boekhandelaars overeenkomstig het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 oktober 1991 tot vaststelling van de modaliteiten van de steun aan de boekhandel in de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd.	Toekenning van leningen zonder interesten en van subsidies aan boekhandels, verenigingen van boekhandels of aan hun beroepsverenigingen overeenkomstig het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 oktober 1991 tot vaststelling van de modaliteiten van de steun aan de boekhandel in de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 14 december 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2016-2017

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 366-1. Commissieadviezen, nr. 366-2 tot nr. 366-4.- Commissieamendementen, nr. 366-5.- Verslag nr. 366-6.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 14 december 2016.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2017/10277]

14 DECEMBRE 2016. — Décret portant sur la création d'un Institut de promotion des formations sur l'islam (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I — Définition

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Exécutif des Musulmans de Belgique: l'organe représentatif du culte islamique visé par l'arrêté royal du 15 février 2016 portant reconnaissance de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

2° ARES : l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur visée à l'article 18 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

3° Universités et Hautes Ecoles : les établissements visés aux articles 10 et 11 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

4° Ministre : le ministre de la Communauté française qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions;

TITRE II — Création et mission de l'Institut

Art. 2. Il est créé un Institut de promotion des formations sur l'islam ci-après dénommé l'Institut. L'Institut est un organisme autonome doté de la personnalité juridique.

Le Gouvernement fixe le siège de l'Institut.

Art. 3. L'Institut a pour mission de :

1. identifier les formations existantes sur l'islam en Communauté française et plus largement en Belgique;
2. proposer, soutenir et financer des formations à destination des imams, des maîtres et professeurs de religion islamique, des conseillers islamiques, des acteurs socioculturels ou tout autre public intéressé par l'islam;
3. assurer la mise en réseau de ces formations;
4. organiser des conférences et des conférences-débats;
5. travailler à la création d'un Bachelier en sciences religieuses et sociales et d'un Master en théologie musulmane;
6. préparer les modifications à apporter aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur;

7. préparer les accords de coopération nécessaires;

8. travailler à la création, soutenir et financer une « Chaire interuniversitaire d'islamologie pratique » annuelle visant l'analyse réflexive, critique, de la pensée arabo-musulmane dans ses dimensions historiques et contemporaines. Il appartient aux seules institutions d'enseignement de décider si les compétences dispensées dans le cadre de cette chaire interuniversitaire sont obligatoires, à quels types de publics elles se destinent, ainsi que leurs modalités d'évaluation;

9. poursuivre la réflexion au sujet de la création d'une « Faculté de théologie musulmane », en collaboration avec la Communauté flamande si possible.

TITRE III — *Organe de gestion de l'Institut*

Art. 4. § 1. L'Institut est géré par un Comité de direction.

Le Comité de direction est composé de :

- 1° deux co-présidents désignés par le Gouvernement de la Communauté française;
- 2° trois représentants désignés par l'Exécutif des Musulmans de Belgique;
- 3° trois représentants des Universités et des Hautes Ecoles;
- 4° un représentant du Ministre-Président de la Communauté française;
- 5° deux représentants du Ministre ayant en charge l'Enseignement supérieur et la Recherche;
- 6° le Président et l'Administrateur de l'ARES.

§ 2. Le Gouvernement arrête la composition du Comité de direction. Les membres visés au § 1^{er}, 3°, sont désignés sur proposition de l'ARES.

§ 3. Les membres du Comité de direction sont désignés pour une durée de 4 années et ont tous une voix délibérative. Leur mandat est renouvelable.

Art. 5. Le Comité de direction est chargé de :

- 1° fixer les orientations stratégiques et budgétaires de l'Institut;
- 2° prendre toute décision en matière d'octroi de subsides de recherche et de formation, après avis du Comité scientifique;
- 3° assurer la gestion administrative de l'Institut;
- 4° proposer au Gouvernement la composition du Comité scientifique;
- 5° arrêter les comptes et bilans de l'Institut, qui seront transmis au Gouvernement, puis au Parlement de la Communauté française.

Art. 6. Le Comité de direction dispose de tous les pouvoirs nécessaires au fonctionnement de l'Institut et à l'exécution de ses missions.

Il établit un budget et définit les besoins en personnel de l'Institut dans les limites des crédits disponibles. Dans ce cadre, il établit l'organigramme et fixe, par fonction, une analyse de fonction détaillée et un profil de compétence, dans un délai de trois mois à partir de son installation.

Art. 7. § 1. Le Comité de direction ne peut prendre de décision que si la majorité des membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, le comité de direction peut délibérer et statuer valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents dans un délai qui ne peut être inférieur à 72 heures.

La convocation précisera la nature de cette réunion.

Les décisions du Comité de direction sont prises à la majorité absolue des voix émises. Par voix émises on entend les votes pour et contre, à l'exclusion des abstentions. Le vote par procuration est admis.

§ 2. Le vote se fait à main levée. Il peut toutefois être procédé au vote secret lorsque des décisions sont prises à l'égard de personnes.

Art. 8. § 1. Pour l'exécution de ses missions, l'Institut dispose d'un directeur et de personnel recruté par contrat. Il assiste avec voix consultative aux réunions du comité de direction et du comité scientifique visé à l'article 9.

§ 2. Le directeur visé au § 1^{er} est reconnu pour sa valeur scientifique et sa connaissance de la réalité du monde musulman dans toutes ses dimensions. Il coordonne les activités de l'Institut.

§ 3. Le personnel est engagé par le Comité de direction dans les limites des crédits disponibles sur base de l'analyse de fonction visée à l'article 6.

§ 4. Le Gouvernement arrête sur proposition du Comité de direction, le cadre, la rémunération et les indemnités du personnel de l'Institut. Le personnel est recruté par le Comité de direction.

§ 5. Le personnel de l'Institut est placé sous l'autorité du Comité de direction et il exerce ses fonctions sous la responsabilité du directeur.

Art. 9. § 1. Il est institué un Comité scientifique dont les missions sont les suivantes :

- 1° adresser au Comité de direction des propositions en matière de formation et recherche;
- 2° établir les appels d'offre et les cahiers des charges des formations et des recherches;
- 3° rendre des avis sur les projets de formation et de recherche.

§ 2. Dans le cadre de ses missions, le Comité peut inviter des experts.

§ 3. Le Comité scientifique est composé de :

- 1° quatre personnalités issues des milieux académiques;
- 2° quatre personnalités reconnues sur le plan scientifique ou intellectuel dans le domaine des études sur l'islam;
- 3° les deux co-présidents du comité de direction, qui en assurent collégialement la présidence.

§ 4. Le Gouvernement arrête, sur proposition du Comité de direction, la composition du Comité scientifique.

Art. 10. Le Comité scientifique ne peut prendre de décision que si la majorité des membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, le Comité scientifique peut délibérer valablement sur la même problématique, quel que soit le nombre de membres présents dans un délai qui ne peut être inférieur à 72 heures.

Les décisions du Comité scientifique sont prises à la majorité absolue des voix émises. Par voix émises on entend les votes pour et contre, à l'exclusion des abstentions. Le vote par procuration est admis.

Art. 11. § 1. L'Institut adopte son règlement d'ordre intérieur à la majorité des membres du Comité de direction dans les deux mois de son installation.

§ 2. Le règlement d'ordre intérieur prévoit, notamment, les points suivants :

- 1° le nombre minimal de réunions par an, qui ne peut être inférieur à trois;
- 2° la rédaction d'un procès-verbal des débats tenus lors de chaque réunion;
- 3° le mode de transmission des documents aux membres.

§ 3. Le Gouvernement approuve le règlement intérieur, ainsi que toute modification ultérieure y apportée.

Art. 12. Le Comité de direction remet, au plus tard le premier décembre, un rapport de ses activités de l'année académique écoulée au Gouvernement qui le transmet ensuite au Parlement de la Communauté française.

Il remet également, au plus tard le 1^{er} juillet, un rapport financier relatif à l'année écoulée au Gouvernement, qui le transmet ensuite au Parlement de la Communauté française.

TITRE IV — *Contrôle*

Art. 13. § 1. Le Gouvernement désigne sur proposition du Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions un Commissaire au Gouvernement auprès de l'Institut.

Il exerce un contrôle sur toutes les décisions à incidence budgétaire ou financière et est invité à cet effet à assister aux réunions du Comité de direction avec voix consultative.

§ 2. Le Gouvernement peut fixer les indemnités annuelles allouées au commissaire du Gouvernement sur proposition de l'Institut.

Art. 14. Le Commissaire du Gouvernement dispose d'un délai d'une semaine pour prendre son recours contre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire aux lois, décrets ou arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois et décrets ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le Commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance.

Le Commissaire exerce ses recours auprès du Gouvernement. Si dans un délai d'un mois commençant le même jour que le délai visé au 1^{er} alinéa, le Ministre saisi du recours n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive. L'annulation de la décision est notifiée au Conseil d'administration par le Ministre qui l'a prononcé.

TITRE V — *Moyens de l'Institut*

Art. 15. Le Gouvernement alloue chaque année une subvention à l'Institut afin de couvrir les dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement. Le montant de cette subvention est fixé à 400.000 euros en 2017. A partir de l'année 2018, dans les limites des crédits disponibles, le montant de la subvention est indexé chaque année sur base du montant définitif de la dotation de l'année antérieure, multiplié par le rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année considérée et celui du mois de janvier de l'année antérieure.

Art. 16. L'Institut peut, sur autorisation du Gouvernement, bénéficier :

- 1° de financements octroyés par des autorités internationales, européennes, nationales, régionales et locales;
- 2° de dons et de legs.

En cas de dissolution de l'Institut, l'actif net, meuble et immeuble, sera remis à la Communauté française.

TITRE VI — *Disposition finale*

Art. 17. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} octobre 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 décembre 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
I. SIMONIS

—————
Note

(1) *Session 2016-2017.*

Documents du Parlement. — *Projet de décret, n°350-1. – Amendements de commission, n° 350-2 - Rapport, n°350-3. Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 14 décembre 2016.*

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/10277]

14 DECEMBER 2016. — Decreet tot oprichting van een “Institut de promotion des formations sur l’islam” (Instituut voor de bevordering van de opleidingen over de islam) (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Definitie*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° Executief van de Moslims van België : het representatief orgaan voor de islamitische eredienst bedoeld bij het koninklijk besluit van 15 februari 2016 houdende erkenning van het Executief van de Moslims van België;

2° ARES (Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur) : de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs, bedoeld in artikel 18 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

3° Universiteiten en hogescholen : de instellingen bedoeld in de artikelen 10 en 11 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

4° Minister : de minister van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor het hoger onderwijs;

TITEL II. — *Oprichting en opdracht van het Instituut*

Art. 2. Er wordt een “Institut de promotion des formations sur l’islam” (Instituut voor de bevordering van de opleidingen over de islam) opgericht, hierna het Instituut genoemd. Het Instituut is een zelfstandige instelling met rechtspersoonlijkheid.

De Regering stelt de zetel van het Instituut vast.

Art. 3. Het Instituut heeft de volgende opdrachten :

1. een overzicht maken van de bestaande opleidingen over de islam in de Franse Gemeenschap en in heel België;

2. opleidingen voorstellen, ondersteunen en financieren voor imams, leermeesters en leraren islamitische godsdienst, islamitische adviseurs, sociaal-culturele actoren of elk ander publiek dat belangstelling heeft voor de islam;

3. die opleidingen in een netwerk plaatsen;

4. conferenties en debatconferenties organiseren;

5. ijveren voor de invoering van een diploma van bachelor in de godsdienstige en maatschappelijke wetenschappen en een diploma van master in de moslimtheologie;

6. de wijzigingen voorbereiden die moeten worden aangebracht aan de geldende wets- en verordeningsbepalingen;

7. de nodige samenwerkingsakkoorden voorbereiden;

8. ijveren voor het oprichten, ondersteunen en financieren van een jaarlijkse “Interuniversitaire Leerstoel Praktische Islamologie”, die als opdracht zal hebben de Arabisch-islamitische cultuur in al haar historische en hedendaagse dimensies op kritische wijze te analyseren. Alleen de onderwijsinstellingen kunnen beslissen of de competenties die in het kader van die interuniversitaire leerstoel worden verworven, verplicht zijn, voor welk publiek ze bestemd zijn, alsook de nadere regels voor de evaluatie ervan vaststellen;

9. verder nadenken over de oprichting van een “Faculteit islamitische theologie”, zo mogelijk met de medewerking van de Vlaamse Gemeenschap.

TITEL III. — *Beheersorgaan van het Instituut*

Art. 4. § 1. Het Instituut wordt door een directiecomité beheerd.

Het directiecomité is samengesteld uit :

1° twee medevoorzitters, die door de Regering van de Franse Gemeenschap worden aangewezen;

2° drie vertegenwoordigers die door het Executief van de Moslims van België worden aangewezen;

3° drie vertegenwoordigers van de universiteiten en de hogescholen;

4° een vertegenwoordiger van de Minister-President van de Franse Gemeenschap;

5° twee vertegenwoordigers van de minister die bevoegd is voor hoger onderwijs en onderzoek;

6° de voorzitter en de administrateur van de ARES.

§ 2. De Regering bepaalt de samenstelling van het directiecomité. De in § 1, 3° bedoelde leden worden op de voordracht van de ARES aangewezen.

§ 3. De leden van het directiecomité worden voor een periode van vier jaar aangewezen en zijn allemaal stemgerechtigd. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Art. 5. Het directiecomité heeft de volgende opdrachten :

- 1° de strategische en budgettaire doelstellingen van het Instituut bepalen;
- 2° elke beslissing inzake toekenning van subsidies voor onderzoek en opleiding nemen, na advies van het wetenschappelijk comité;
- 3° het administratief beheer van het Instituut waarnemen;
- 4° de Regering de samenstelling van het wetenschappelijk comité voorstellen;
- 5° de rekeningen en balansen van het Instituut vaststellen, die eerst bij de Regering en dan bij het Parlement van de Franse Gemeenschap zullen worden neergelegd.

Art. 6. Het directiecomité beschikt over alle bevoegdheden die noodzakelijk zijn voor de werking van het Instituut en de uitvoering van zijn opdrachten.

Het maakt een begroting op en bepaalt de personeelsbehoeften van het Instituut binnen de perken van de beschikbare kredieten. In dat kader stelt het het organogram vast en stelt het, voor elk ambt, een gedetailleerde ambtsbeschrijving en een bevoegdheidsprofiel, binnen een termijn van drie maanden na zijn installatie, vast.

Art. 7. § 1. Het directiecomité kan alleen een beslissing nemen als de meerderheid van de leden aanwezig is. Als het quorum niet bereikt is, kan het directiecomité geldig beraadslagen en beslissen over dezelfde agenda, ongeacht het aantal aanwezige leden binnen een termijn die niet korter dan 72 uur mag zijn.

De oproepingsbrief bepaalt de aard van die vergadering.

De beslissingen van het Directiecomité worden bij volstreckte meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen. Onder uitgebrachte stemmen worden de stemmen voor of tegen verstaan, met uitzondering van de onthoudingen. Het stemmen per procuratie is toegelaten.

§ 2. De stemming geschiedt bij handopsteken. Er kan echter een geheime stemming worden georganiseerd, wanneer beslissingen betreffende personen moeten worden genomen.

Art. 8. § 1. Voor de uitvoering van zijn opdrachten beschikt het Instituut over een directeur en over een personeel dat bij arbeidsovereenkomst wordt aangeworven. Het beschikt over een adviserende stem bij de vergaderingen van het directiecomité en het wetenschappelijk comité bedoeld in artikel 9.

§ 2. De bij § 1 bedoelde directeur wordt erkend op grond van zijn wetenschappelijke waarde en zijn kennis van de islamitische wereld in al haar dimensies. Hij coördineert de activiteiten van het Instituut.

§ 3. Het personeel wordt door het directiecomité aangeworven binnen de perken van de beschikbare kredieten op grond van de in artikel 6 bedoelde ambtsbeschrijving.

§ 4. Op voorstel van het directiecomité, stelt de Regering de personeelsformatie, de bezoldiging en de vergoedingen van het personeel van het Instituut vast. Het personeel wordt door het directiecomité aangeworven.

§ 5. Het personeel van het Instituut staat onder het gezag van het directiecomité en het oefent zijn ambt uit onder de verantwoordelijkheid van de directeur.

Art. 9. § 1. Er wordt een wetenschappelijk comité ingesteld dat de volgende opdrachten heeft :

- 1° het directiecomité voorstellen inzake opleiding en onderzoek doen;
- 2° de offerteaanvragen en de bestekken voor de opleidingen en het onderzoek opstellen;
- 3° adviezen uitbrengen over de projecten inzake opleiding en onderzoek.

§ 2. In het kader van zijn opdrachten kan het comité deskundigen uitnodigen.

§ 3. Het wetenschappelijk comité is samengesteld uit :

- 1° vier vooraanstaande personen uit academische kringen;
- 2° vier vooraanstaande personen die wetenschappelijke of intellectuele erkenning genieten op het gebied van studies over de islam;
- 3° beide medevoorzitters van het directiecomité, die er het voorzitterschap van collegiaal waarnemen.

§ 4. Op voorstel van het directiecomité, bepaalt de Regering de samenstelling van het wetenschappelijk comité.

Art. 10. Het wetenschappelijk comité kan alleen beslissen als de meerderheid van de leden aanwezig is. Indien het quorum niet bereikt is, kan het wetenschappelijk comité geldig beraadslagen en beslissen over hetzelfde vraagstuk, ongeacht het aantal aanwezige leden binnen een termijn die niet korter dan 72 uur mag zijn.

De beslissingen van het wetenschappelijk comité worden bij volstreckte meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen. Onder uitgebrachte stemmen worden de stemmen voor of tegen verstaan, met uitzondering van de onthoudingen. Het stemmen per procuratie is toegelaten.

Art. 11. § 1. Het Instituut stelt zijn huishoudelijk reglement vast bij meerderheid van de leden van het directiecomité binnen de twee maanden na zijn installatie.

§ 2. Het huishoudelijk reglement bepaalt inzonderheid :

- 1° het minimumaantal vergaderingen per jaar, dat niet lager dan drie mag zijn;
- 2° het opmaken van de notulen van elke vergadering;
- 3° de wijze van mededeling van de documenten.

§ 3. De Regering keurt het huishoudelijk reglement goed, alsook elke wijziging ervan.

Art. 12. Uiterlijk op één december, legt het directiecomité een verslag van zijn activiteiten van het afgelopen academiejaar voor aan de Regering, die het dan aan het Parlement van de Franse Gemeenschap doorgeeft.

Het brengt eveneens, uiterlijk op 1 juli, een financieel verslag over het afgelopen jaar uit aan de Regering, die het dan aan het Parlement van de Franse Gemeenschap verzendt.

TITEL IV. — Toezicht

Art. 13. § 1. De Regering wijst, op de voordracht van de minister die bevoegd is voor het hoger onderwijs, een regeringscommissaris bij het Instituut aan.

Hij oefent toezicht uit op alle beslissingen die budgettaire of financiële gevolgen hebben en wordt daartoe uitgenodigd de vergaderingen van het directiecomité met adviserende stem bij te wonen.

§ 2. De Regering kan de jaarlijkse vergoedingen vaststellen die aan de regeringscommissaris worden toegekend op de voordracht van het Instituut.

Art. 14. De regeringscommissaris beschikt over een termijn van één week om een beroep in te dienen tegen de uitvoering van elke beslissing die hij als strijdig acht met de wetten en decreten en met de verordeningen die krachtens die wetten of decreten worden genomen, of met het algemeen belang. Het beroep is opschortend. Die termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen, voor zover de regeringscommissaris daar regelmatig werd opgeroepen, of, zo niet, vanaf de dag waarop hij daarvan in kennis werd gesteld.

De Commissaris oefent zijn beroep bij de Regering uit. Indien de Minister bij wie het beroep aanhangig wordt gemaakt niet binnen een termijn van één maand, die begint op dezelfde dag als de in het eerste lid bedoelde termijn, de vernietiging heeft uitgesproken, wordt de beslissing definitief. Van de vernietiging van de beslissing wordt kennis gegeven aan de raad van bestuur door de minister die ze heeft uitgesproken.

TITEL V. — Middelen van het Instituut

Art. 15. De Regering kent elk jaar het Instituut een subsidie toe, om de uitgaven inzake personeel, werking en uitrusting te dekken. Het bedrag van die subsidie wordt op 400.000 euro in 2017 vastgesteld. Vanaf het jaar 2018, binnen de perken van de beschikbare kredieten, wordt het bedrag van de subsidie elk jaar geïndexeerd op grond van het definitief bedrag van de dotatie van het vorige jaar, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het bedoelde jaar en dat van de maand januari van het vorige jaar.

Art. 16. Het Instituut kan, met de toestemming van de Regering :

1° een financiering genieten die wordt toegekend door internationale, Europese, nationale, regionale en plaatselijke overheden;

2° giften en legaten genieten.

Als het Instituut wordt ontbonden, worden de roerende en onroerende netto-activa naar de Franse Gemeenschap overgedragen.

TITEL VI. — Slotbepaling

Art. 17. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 december 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 350-1. — Commissieamendementen, nr. 350-2. — Verslag, nr. 350-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 14 december 2016.